

Carnaval
DU RIFI FI AUTOUR
D'EUROPE ECOLOGIE

Les Verts et Europe Ecologie ont assigné devant le TGI de Paris Jean-Marc Governatori, président de Alliance Ecologiste Indépendante (AEI) ainsi que Sylvie Roy, sa collaboratrice et dépositante de la marque "Europe Ecologie". Début janvier, M. Governatori avait indiqué qu'il allait saisir la justice contre l'utilisation de la marque "Europe-Ecologie" par les Verts et Daniel Cohn-Bendit, affirmant que celle-ci lui appartient depuis 2004.

Tout ce petit monde s'est retrouvé vendredi devant le tribunal de grande instance de Paris. Pour les avocats d'Europe Ecologie, Jean-Marc Governatori est un "parasite" qui s'est fait une

Suite page 3



Les Ronchons
 Maison fondée en 2005
Restaurant
 25 quai de la Tournelle 75005 Paris
 Tél : + 33 (0)1 46 34 50 99
 www.lesronchons.com
 Ouvert 7 jours / 7

Du FN au PdF
UN ENTRETIEN AVEC CARL LANG,
PRÉSIDENT DU PARTI DE LA FRANCE



Appelé à la rescousse lors de la scission de 1998, sollicité, lorsque la situation semblait compromise pour trouver les parrainages de maires à la présidentielle de 2002, Carl Lang a été longtemps considéré comme "le meilleur d'entre nous" par la direction du Front national avant d'en être exclu. A moins d'un mois des élections régionales, le président du Parti de la France a bien voulu répondre à nos questions, questions qui sont peut être aussi les vôtres, sur l'avenir de la droite nationale et de son engagement à la tête du Parti de la France.

NNH—Vous aviez annoncé que le Parti de la France présenterait des candidats dans au moins huit régions. Où en êtes-vous aujourd'hui ? Et qu'attendez vous de ce scrutin ?

Carl Lang— Dans sa stratégie d'union des nationaux et des patriotes français nous soutenons la liste des Lorrains contre les minarets menée par Annick Martin, secrétaire générale du MNR et la liste de la Ligue du Sud menée par Jacques Bompard en PACA. Des membres du Parti de la France figu-

rent à titre individuel sur la liste régionale de Jean-Claude Martinez en Languedoc-Roussillon. En région Franche-Comté, la liste de la Ligue franc-comtoise contre les minarets est soutenue et dirigée par Christophe Devillers, délégué régional du Parti de la France.

Enfin, Thomas Joly, Fernand Le Rachinel, Jean Verdon et moi-même menons des listes du Parti de la France et de ses alliés en Picardie, Basse-Normandie, région Centre, et Haute-

Suite page 2

Suite de la page 1

Normandie. Ces élections régionales sont l'occasion de faire connaître le Parti de la France qui a été créé il y a moins d'un an et de confirmer notre stratégie de renouveau, de rassemblement et de résistance.

— Le Front national que vous avez quitté pour désaccords politiques semble se refaire une santé dans les sondages. Il est très présent dans les médias ou tout au moins Marine Le Pen qui a obtenu une page dans Le Monde ainsi qu'un "tchat" sur le Monde.fr quelques semaines plus tard, ce qui n'était jamais arrivé avec son père, un débat avec le ministre de l'Immigration Eric Besson en première partie de soirée. Alors, est-ce que vous seriez trompé et la stratégie de Marine Le Pen serait-elle la bonne ?

— Permettez-moi d'abord de préciser que je n'ai pas démissionné du Front national, mouvement auquel j'ai appartenu pendant 30 ans, mais j'en ai été exclu. Il se trouve que j'ai été en désaccord avec la stratégie présidentielle de 2007 de la directrice de campagne Marine Le Pen. A la vérité, il faudrait plutôt dire que c'est Marine Le Pen seule qui est sous perfusion médiatique et en situation de monopole dans l'accès aux médias nationaux. Si l'on voit ou entend encore un peu Jean-Marie Le Pen, il est frappant de constater que Bruno Gollnisch est quant à lui manifestement interdit de séjour sur les plateaux. Puisque vous parlez de stratégie, il s'agit clairement d'une stratégie élaborée par les



partis du système. Ce qui conforte notre analyse et renforce notre détermination à mener la vraie bataille de résistance nationale contre la colonisation migratoire, financière et économique de la France et l'islamisation de notre pays. Le fait de ne pas être médiatiquement compatible ne nous empêchera pas, au contraire, de progresser dans l'opinion. Il ne faut pas confondre la France des bobos et des plateaux télé et la France réelle. Il ne suffit pas d'avoir "open-bar" sur Canal + pour porter le discours de résistance nationale. Quant à nous, personne ne nous interdira de nous exprimer et nous empêchera de défendre nos convictions et nos valeurs. Ni les insultes d'une clique, ni les intimidations ou les menaces nous empêcheront de remplir notre mission à l'égard de la France et du peuple français. Le patriotisme est la propriété privée de personne, et personne n'a le monopole de ce combat.

— Parti de la France, MNR, NDP, si le militant peut s'y reconnaître dans ses mouvances de la Droite nationale pour les électeurs, cela semble

bien plus compliqué. N'y a-t-il pas un sigle un logo que vous pourriez utiliser en commun pour les élections ce qui rendrait la vie plus facile à vos électeurs ?

— Notre stratégie est une stratégie de rassemblement des nationaux, c'est la raison pour laquelle nous travaillons de concert avec Annick Martin qui dirige le MNR et Robert Spieler délégué national de la NDP. Les élections régionales seront l'occasion de faire connaître et de promouvoir l'image du PdF en région Centre, Picardie, Basse et Haute Normandie, mais aussi en Lorraine, e Franche-Comté ou en PACA. Mais à ce stade, nous n'envisageons, ni les uns ni les autres de constituer une structure unique et monolithique. La nécessaire union des nationaux et des patriotes n'exige pas obligatoirement la fusion de ses structures.

— Vous êtes revenu, vous implanter en Haute-Normandie. Est-ce une implantation durable ou seulement de circonstance ?

— Etant Normand, né à Vernon, et ayant vécu en Normandie durant 35 ans avant d'habiter Saint-Amand-les Eaux dans le Nord, il s'agit pour moi d'un retour au pays, dans ma région natale dont j'ai été l'élu au Conseil régional de 1986 à 1992. Pour l'anecdote, lorsque j'ai pris la direction de la fédération de l'Eure du FN en 1979, à l'âge de 22 ans, nous étions 2 adhérents à jours de cotisation... Il y en a déjà beaucoup plus qui sont membres aujourd'hui du Parti de la France !

Suite de la page 2

— **La fédération FN, principalement en Seine-Maritime, à littéralement, explosée en vol à la suite du parachutage d'un Parisien pour prendre la tête de liste aux régionales. C'était pourtant une fédération qui était restée fidèle au Front national et à Marine Le Pen lors des élections européennes de juin 2009. Nicola Bay sera l'un de vos adversaires, lors de ces élections, mais vous êtes concurrents directs. Qu'est-ce qui vous différencie, qu'est-ce que vous avez de plus que lui qui puisse inciter les électeurs à choisir le PdF et Carl Lang plutôt que le FN ?**

— La liste du Parti de la France et d'union des nationaux normands est composée de Normands et non pas de parachutés d'Ile-de-France. Je considère que le fait de choisir un conseiller municipal de Sartrouville, tête de liste en

Seine-Maritime et un conseiller municipal d'Enghien-les-Bains, tête de liste dans l'Eure, est une marque de mépris pour les militants et sympathisants normands en général, ainsi que pour les électeurs d'Enghien-les-Bains et de Sartrouville. On se demande bien pourquoi ces conseillers municipaux d'Ile-de-France ne figurent pas sur la liste FN d'Ile-de-France...la fameuse gamelle ?? C'est la raison pour laquelle de nombreux militants du FN, canal historique de Haute-Normandie participent à notre liste d'union des nationaux normands et ont rejoint le PdF. La culture et la pratique du mépris et de l'arrogance ont leurs limites. Ma liste comprend 3 conseillers régionaux sortants de Haute-Normandie et 3 anciens conseillers régionaux, c'est une liste enracinée et fière de ses attaches normandes.

— **Une dernière question, Jean-Marie Le Pen a annoncé qu'il prendrait sa retraite Fin 2010 ou début 2011. Bruno Gollnisch et Marine Le Pen sont à ce jour candidats à sa succession. Les règles pour élire le nou-**

veau président du Front national ayant été modifiées lors du congrès de Bordeaux en 2004, ce ne sont plus seulement les délégués du congrès qui votent mais tous les militants à jour de cotisation. Si Bruno Gollnisch devait l'emporter sur sa rivale, seriez-vous prêt, vous et le PdF à reconsidérer votre départ du FN ?

— Notre volonté de rassemblement des nationaux s'applique évidemment à mes camarades et amis du Front National. Il est évident que Bruno Gollnisch serait plus à même de contribuer à ce rassemblement plutôt que ceux qui ont en 2007, pour des raisons d'ambitions personnelles, délibérément torpillé la stratégie d'union patriotique initiée par Jean-Marie Le Pen. Le Parti de la France travaille déjà avec le MNR et la NDP au rassemblement des nationaux. La main est tendue à tous ceux qui veulent contribuer à notre effort de résistance nationale et de renouveau de la droite nationale.

Propos recueillis par Pierre Picace

Suite de la une

spécialité de déposer à titre personnel des marques qu'il n'utilise généralement pas...dans une démarche de confusion, de parasitisme ou de pression pour en bloquer l'usage". Par cette action, les Verts et Europe Ecologie, entendent faire déclarer frauduleux et/ou nul le dépôt effectué par Sylvie Roy.

De son côté, M. Governatori souhaite "récupérer sa marque Europe Ecologie" qu'il a déposée en 2004. "C'est un excellent nom dont je suis proprié-

taire, c'est un nom porteur", a expliqué à l'Associated Press celui qui se présente aux élections régionales en Ile-de-France sur une liste [1]"Alliance Ecologie". Son avocate, a plaidé "l'interdiction de la marque sur tout support que ce soit" et que "les demanderesse soient déboutées". Selon, elle, "la campagne électorale d'Europe Ecologie s'est faite en toute illégalité avant le 26 janvier", date où l'association créée après les élections européennes de 2009 a prorogé ses statuts.

Le délibéré du tribunal aura lieu le 11 mars soit trois

jours avant le premier tour des élections régionales. "Les Verts prennent le risque de ne pas pouvoir présenter de listes, aux élections régionales sous quelque nom que ce soit", indique dans un communiqué l'Alliance écologiste indépendante (AEI).

Emmanuel Cazenac

[1] L'AEI avait annoncé en janvier qu'elle partirait en autonome dans "une dizaine de régions" aux régionales de mars mais ferait alliance en Nord-Pas-de-Calais et Alsace avec Europe-Ecologie dont elle revendique pourtant l'appellation.

Elections Régionales

Remous autour des listes "Non aux minarets !"

Les listes "non aux minarets !" ont déjà réussi avant même d'entrer dans le "dur" de la campagne à faire parler d'elles. Issues de la droite nationale, celles qui se reconnaissent plus dans le Front national, ces deux listes regroupent des membres du Mouvement national républicain (MNR), de la Nouvelle Droite populaire (NDP) et du Parti de la France (PdF).

Des "citoyens" ont bien tenté de s'opposer à la validation de ces listes par les préfetures, mais sans succès. Le Mrap (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) a dénoncé "l'objet de ces listes est manifestement illicite, puisqu'elles adoptent pour seul programme la discrimination sur une base religieuse". Scandalisé également le CFCM (Conseil français du culte musulman), son président Mohammed Moussaoui, "ne comprend pas qu'un tel enregistrement soit possible alors que le programme de ces listes est une apologie manifeste de la discrimination religieuse". Des associations que l'on avait guère enten-



dues en mai dernier lorsque Dieudonné a fait enregistrer sa liste antisémite. Le Mrap s'était contenté d'un communiqué [1] dans lequel s'il "exprimait son indignation devant les récentes provocations" de l'amuseur, le Mrap préférerait s'interroger sur les intentions réelles du gouvernement après les déclarations, Claude Guéant qui envisageait l'interdiction des listes Dieudonné pour les élections européennes plutôt que de d'en demander l'interdiction.

Les Lorrains et les Frانس-comtois auront donc la possibilité de voter pour des listes "Non aux minarets", et de transformer "cette élection en référendum local contre les minarets et (...) contre l'islamisation de notre société" selon le souhait de Christophe Devillers et ses colistiers.

Un thème mobilisateur ? Dans tous les cas le slogan a déjà fait mouche auprès des médias.

<http://www.non-aux-minarets-en-lorraine.fr/>
<http://ligue-comtoise.com/blog>

[1] Elysée-Dieudonné et élections européennes : très fortes interrogations du MRAP

Le MRAP exprime son indignation devant les récentes provocations de Dieudonné marquées d'une inacceptable intention antisémite.

Cependant, le MRAP s'interroge fortement sur les intentions réelles du gouvernement après les déclarations du Secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, qui a envisagé l'interdiction des listes Dieudonné pour les élections européennes.

En effet, pourquoi dans ce cas n'avoir jamais interdit d'autres listes, notamment celles du Front National, dont des dirigeants, en particulier Jean-Marie Le Pen, ont été condamnés pour antisémitisme ou négationisme à plu-

sieurs reprises. Pourquoi ces candidats n'ont-ils jamais reçus pareilles critiques et demandes. Il en est de même pour d'autres listes qui ont distillées d'autres formes de racisme, par exemple Philippe de Villiers, dont les propos islamophobes ne sont plus à démontrer.

Comment croire qu'il puisse s'agir de la part du gouvernement, d'intentions nobles, à savoir le refus de l'antisémitisme, quand dans le même temps il reçoit Avidgor Liebermann, ministre des affaires étrangères israélien, qui prône des positions ultra nationalistes, fascistes et racistes à l'encontre des palestiniens.

Le MRAP exprime les plus fortes réserves quant à l'intention annoncée par M. Claude Guéant. Le fait qu'un porte-parole de

l'exécutif, ancien haut-fonctionnaire, fasse de telles annonces avant même d'avoir étudié sérieusement la possibilité juridique d'une telle action montre que le but recherché était plus de détourner le débat européen sur la cas « Dieudonné » que de lutter efficacement contre le racisme.

Le MRAP estime en la circonstance que la responsabilité des organisations antiracistes est engagée. Pour sa part, il sera d'une vigilance extrême sur l'ensemble des contenus, discours, et professions de foi de toutes les listes et se réservera le droit d'ester en justice en cas de dérive raciste de quelque nature qu'elle soit et d'où qu'elle vienne.

Paris, 6 mai 2009.